

«L'acte de violence contre Prague» dans Süddeutsche Zeitung (22 août 1968)

Légende: Au lendemain de l'entrée, le 21 août 1968, des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur les motivations de Moscou à vouloir écraser le "Printemps de Prague" et sur l'impact de l'intervention militaire au sein des pays du bloc de l'Est.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; R.Herausgeber Proebst, Herman. 22.08.1968, Nr. 202; 24. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Der Gewaltakt gegen Prag", auteur: Birnbaum, Immanuel, p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_acte_de_violence_contre_prague_dans_suddeutsche_zeitung_22_aout_1968-fr-e9cc0a94-5f6f-46b5-a667-ced635e4fc53.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

L'acte de violence contre Prague

Par Immanuel Birnbaum

Est-ce pour châtier les hérétiques qui se sont écartés de la doctrine du communisme soviétique que des troupes de l'Union soviétique et de ses derniers États satellites en Europe ont occupé du jour au lendemain le territoire de la République populaire tchécoslovaque et empêchent les dirigeants élus de continuer à exercer leurs fonctions? Pour certains des participants à cet acte de violence défiant tout droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la peur de l'assouplissement dans la pensée des intellectuels et des travailleurs tchèques et slovaques était certainement oppressante. Il faut avoir vu combien de touristes en provenance de la partie de l'Allemagne dirigée par les communistes ont acheté à Prague ou à Karlsbad des journaux en langue allemande pour lire enfin un commentaire critique sur leur propre régime. Que cela cause du chagrin à Ulbricht est compréhensible. On peut comprendre aussi la crainte du Polonais Gomulka, qui doit se défendre à la fois contre des réformistes libéralisateurs et des nationalistes radicaux dans son parti. Il doit craindre que les deux groupes ne tirent de l'évolution dans le pays voisin des arguments contre la totale subordination de leur pays aux ordres de Moscou. Le secrétaire du parti ukrainien, Schelest, l'un des agitateurs au sein de la présidence du parti soviétique, a senti, lui aussi, que l'étincelle du mouvement de réforme s'est propagée sur son territoire voisin de la Slovaquie.

Mais le risque de contamination par la fièvre libératrice tchécoslovaque n'était sans doute qu'un motif secondaire pour la décision monstrueuse des dirigeants du bloc de l'Est d'envahir militairement ce pays entre la Tisa et la Forêt de Bohême. Cette grossière violation de la loi ne peut que porter un coup sévère à la réputation mondiale du communisme. Sur neuf États d'Europe de l'Est dirigés par les communistes, seuls cinq y ont participé. La Yougoslavie et la Roumanie s'y sont opposées, sans parler de l'Albanie. À partir de maintenant, la Tchécoslovaquie elle-même n'est plus qu'objet et non pas adepte volontaire de la politique du bloc communiste. Ce n'était certainement ni par simulation ni par hasard que le gardien moscovite de la doctrine léniniste, Michael Souslov, a été plus conciliant que d'autres membres de la présidence du parti soviétique lors des négociations avec les dirigeants de Prague, selon leur propre rapport. C'est à lui d'ailleurs que s'adressent les leaders des partis communistes de l'Ouest, en premier lieu les Italiens et les Français, qui drainent le plus de membres, pour montrer à quel point leur réputation souffre du retour de Moscou à des méthodes staliniennes.

Il y va du pouvoir militaire

Pour les détenteurs du pouvoir de l'Union soviétique, de tels arguments ne sont pas déterminants pour le moment. Les sentiments de sympathie ou d'inimitié que leur portent des peuples étrangers ne les préoccupent guère quand il s'agit d'affirmer la position de force de la Russie. C'est là le motif principal de l'invasion. Les premiers représentants de haut rang de Moscou qui se sont rendus à Prague après la chute de Novotny et de Hendrych étaient les maréchaux Gretchko et Jakoubovski, respectivement ministre de la Défense soviétique et commandant en chef de toutes les troupes du Pacte de Varsovie, accompagnés de leur conseiller politique, le général en chef Jepichev. Pour eux, le revirement politique sur les bords de la Moldau signifiait la perte d'un front militaire, et Jepichev n'a pas hésité à proférer cette menace: «Si les amis de confiance que nous avons à Prague nous appellent, nous leur apporterons immédiatement notre aide». Or les militaires sont écoutés par le chef du parti, Brejnev, qui avait été lui-même commissaire politique (politruk) au rang de général d'un secteur du front pendant la guerre.

Le congrès du parti n'aura pas lieu

Lorsque l'un des réformistes du commandement de l'armée tchécoslovaque, le lieutenant général Prchlik, est passé à la contre-attaque à l'apogée du conflit et a exigé une réforme de l'organisation du Pacte de Varsovie, la colère des dirigeants moscovites avait déjà atteint un degré tel que le chef du parti à Prague, Dubcek, a été obligé d'écarter son conseiller militaire de la ligne de front politique. Mais il n'était plus possible de calmer la méfiance des hommes de Brejnev. À partir de ce moment-là, les contingents tchécoslovaques du Pacte de Varsovie leur sont apparus comme peu fiables et ils ont finalement préféré occuper eux-mêmes le front de la Bohême à la frontière avec la République fédérale d'Allemagne.

Les grandes puissances militaires terrestres n'ont pas besoin d'alliés volontaires, mais uniquement de partisans obéissants. C'est ce qu'a démontré l'historien juridique allemand Triepel dans une étude historique universelle, s'étendant des Assyriens jusqu'à la France napoléonienne en passant par les Romains. C'était également valable pour l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline. C'est encore valable aujourd'hui, comme on le voit, pour la plus grande puissance militaire de notre continent.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi le coup a été porté précisément maintenant. Cela n'a rien à voir avec la «persécution», invoquée par la presse russe, de sympathisants soviétiques dans des entreprises tchèques, mais bien avec l'approche de la date du congrès du parti communiste tchécoslovaque, convoqué pour début septembre. Les derniers partisans de Moscou siégeant encore au comité central de Prague s'y seraient certainement fait blackbouler. Brejnev a voulu éviter une telle humiliation publique de sa politique. Il a donc réagi sans plus se préoccuper des graves effets secondaires auxquels il fallait s'attendre à l'Est et à l'Ouest.

Revers politiques d'importance mondiale

Souslov considère que l'ambiance dans laquelle devait se dérouler sa «conférence mondiale» communiste de novembre est désormais définitivement gâchée. Mais dans le camp des adversaires occidentaux de la politique soviétique, tous ceux qui ont toujours mis en garde contre tout accord avec les gouvernements communistes trouveront maintenant un nouvel élan. Imaginez la position qu'occupent actuellement, aux États-Unis, des candidats à la présidence de la trempe du sudiste Maddock et du raciste fanatique Wallace, qui fanatisent les électeurs en proférant que, contre les communistes et les nègres, il n'y a que la violence. Comment le Républicain Nixon peut-il encore maintenir la promesse qu'il a faite de se rendre à Moscou en tant que candidat à la présidence? Son adversaire démocrate Humphrey ne doit-il pas voir ses espérances fondre comme neige au soleil s'il voulait encore s'engager en faveur de la politique de détente et de la confiance dans la raison de la deuxième puissance mondiale?

Ce n'est pas une consolation que de se dire que les Russes se nuiront eux-mêmes, partout dans le monde, avec leur politique de violence brutale. Ils ont tellement ébranlé le fragile édifice de la politique de paix internationale qu'en fin de compte ce ne seront pas seulement la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique qui en feront les frais, mais nous tous.